

LE POINT DE VUE DU GERANT

NOVEMBRE 2018

Le mois d'octobre aura été le théâtre des élections présidentielles au Brésil. Le pays est la première économie d'Amérique latine, la huitième mondiale en termes de PIB, le cinquième producteur agricole de la planète et ses 208 millions d'habitants hissent le pays au sixième rang mondial en termes de population. A l'issue du second tour Jair Bolsonaro a été élu avec 55% des voix. Ce dernier avait du reste failli être élu dès le premier tour avec 46% des votes.

Si l'élection du candidat d'extrême droite peut de prime abord surprendre, il s'explique en premier lieu par une volonté du peuple brésilien de tourner la page des années de corruption et de violence que le pays vient de connaître. La corruption aura été un élément majeur dans l'élection. Tout d'abord, l'ancien président Lula (2003-2011) qui cherchait à se représenter a été déclaré inéligible par suite de son incarcération pour corruption. Ses deux successeurs, Dilma Rousseff et Michel Temer étaient également tombés par suite de scandales de corruptions. Or, sur ce point J. Bolsonaro, pourtant député depuis 27 ans, n'a jamais été inquiété par la justice pour des faits de corruption.

Un autre élément qui a sans doute joué en faveur du candidat aura été son appartenance au lobby des BBB (Boeuf, Balle, Bible) regroupant des parlementaires soutenant les intérêts de l'agrobusiness, les partisans de la police militaire et de la légalisation du port d'armes, et du mouvement religieux des églises évangélistes. Ce lobby puissant est en situation dominante depuis les élections législatives de 2014 et a joué un rôle majeur dans la destitution de Dilma Rousseff en 2016.

Enfin, la crise économique qui touche le pays aura été l'autre point majeur qui aura influencé ce vote. A titre d'illustration, le PIB par habitant aura chuté d'environ 13000 dollars par habitant en 2011 à 10000 dollars aujourd'hui. Le taux de chômage qui avoisinait 5% en 2014 a grimpé à 12% dernièrement. Or, c'est précisément sur le plan économique que Mr Bolsonaro est en rupture avec ses prédécesseurs. Le candidat se veut ultra-libéral et va engager des réformes économiques. Il est « business friendly », prône la privatisation des grands groupes étatiques et a mis dans des priorités de son agenda la réforme des retraites.

S'il arrive sur ce dernier point à inverser la tendance et à remettre son pays sur le chemin de la croissance économique, cela devrait aider les entreprises ayant une exposition au pays et qui souffraient de l'économie atone, des lourdeurs administratives et de grèves à répétition. Cela pourrait aussi se traduire par un coup d'arrêt à la dépréciation du réal qui avait atteint en septembre dernier son plus bas niveau jamais atteint.

GÉRANT
David DEHACHE

